

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35 065 Rennes

Rennes, le 06 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Centre Auto de Préparation**

2 Rue Gay Lussac  
35170 Bruz

Références : UD35 / 2025 - 201  
Code AIOT : 0100290396

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement Centre Auto de Préparation implanté 2 Rue Gay Lussac 35170 Bruz. Cette partie « *Contexte et constats* » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été menée de manière inopinée. Elle a été déclenchée sur la base d'un article de presse détaillant les activités menées par l'entreprise Centre Auto de Préparation du groupe Bodemer et faisant état du développement de son site de Bruz destiné à reconditionner tous les véhicules d'occasion des concessions Renault Dacia. L'article faisait notamment mention d'une surface de 6 000 m<sup>2</sup> conditionnant, le cas échéant, un classement à enregistrement au titre de la rubrique 2930-1 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.

La visite rapide sur le site avait ainsi pour fonction de déterminer la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées et plus particulièrement du classement au titre de la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Centre Auto de Préparation
- 2 Rue Gay Lussac 35170 Bruz
- Code AIOT : 0100290396
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Centre Auto préparation de Bruz procède au reconditionnement des véhicules d'occasion du groupe Renault Dacia avant revente dans les différentes concessions. Les installations ouvertes en 2021 ont fait l'objet de travaux de modernisation et d'agrandissement consécutifs à l'évolution favorable de l'activité. Le site reconditionne jusqu'à une cinquantaine de véhicules par jour.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/08/2011, article L 511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Situation Administrative - site illégal	Code de l'environnement du 25/10/2023, article L171-7	Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier	30 jours
3	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 07/11/2001, article R 512-56 / R. 512-57 / R 512-58	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les installations de Bruz de la société centre auto préparation du groupe Bodemer sont soumises à classement au titre de la réglementation des installations classées et de la rubrique 2930-1 en raison de la surface de ces derniers et que les procédures administratives de déclaration (ou éventuellement d'enregistrement) n'avaient pas été réalisées par l'exploitant.

La détermination de la surface à prendre en compte a fait l'objet d'échanges postérieurs avec l'exploitant afin de préciser la méthode à déployer, les surfaces devant être intégrées à ce calcul ainsi que celles pouvant être exclues.

Au regard des plans communiqués par l'exploitant après l'inspection, les installations sont très probablement soumises au régime de la déclaration avec contrôle pour une surface d'environ 4 500 m<sup>2</sup>. Toutefois, la surface évaluée est proche du seuil de l'enregistrement fixé à 5 000 m<sup>2</sup> et les éléments communiqués ne permettent pas d'écarter définitivement une possibilité de classement au régime de l'enregistrement au regard des zones extérieures de stockage de déchets ou des aires extérieures de lavage devant être intégrées à ce calcul. De même, suivant la stratégie décidée par l'exploitant concernant un éventuel classement au titre de la sous-rubrique 2930-2 concernant les quantités maximales quotidiennes employées de vernis, de peinture et d'apprêts, les surfaces des zones dédiées par la peinture peuvent être exclues dudit calcul de surface. Il ne fait cependant aucun doute que le site est a minima soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2930-1.

Ainsi, dans les suites proposées dans ce rapport, l'inspection :

- demande à l'exploitant de déterminer exactement, dans un délai de 15 jours, la surface de ses activités soumises à classement au titre de la rubrique 2930-1 en appliquant la méthode précisée dans la note en annexe de ce rapport afin d'écarter définitivement la possibilité d'un classement au régime de l'enregistrement,
- considère, pour les premières suites administratives proposées, que le site est uniquement soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique et par conséquent propose au préfet d'Ille-et-Vilaine :
  - en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la déclaration conformément aux dispositions de l'article R. 181-47 du code de l'environnement dans un délai de 15 jours et d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de 1 500 € pour exploitation d'une installation classée soumise au régime de la déclaration sans avoir fait l'objet de la déclaration préalable,
  - en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de procéder au contrôle périodique par un organisme agréé dans un délai de 6 mois conformément aux dispositions de l'article R. 512-56 du code de l'environnement.

Le contradictoire sur les 2 projets d'arrêtés préfectoraux joints à ce rapport offre le délai nécessaire à l'exploitant pour présenter le calcul actualisé de la surface ainsi que la stratégie retenue concernant la rubrique 2930-2 et donc l'intégration ou l'exclusion des surfaces dédiées aux activités de peinture dans le calcul de surface. En fonction des éléments communiqués, les présentes propositions peuvent ainsi s'avérer inadaptées et nécessiter d'être revues sachant que l'exploitation d'une installation soumise à enregistrement sans avoir été enregistrée constitue un délit au titre pénal et conditionne éventuellement des sanctions administratives plus importantes.

Il est aussi à considérer que l'exploitant n'avait aucune volonté manifeste de se soustraire aux dispositions réglementaires applicables et que l'absence de réalisation des procédures réglementaires et administratives s'explique essentiellement par une lecture erronée de la méthode de calcul de la surface. Cette erreur peut s'entendre au regard de la complexité des éléments à considérer pour ledit calcul. À ce titre, la détermination de la surface et du régime de classement dépend, qui plus est, d'éléments conditionnels, qui ne permettent pas non plus à l'inspection de statuer définitivement ce jour sur le régime du site.

En dernier lieu, la visite sur site révèle le sérieux de l'exploitant dans la conduite de ses installations et de ses activités. Les conditions d'exploitation constatées n'ont pas mis en évidence de pratiques présentant des risques immédiats pour l'environnement et les tiers. Les constats effectués témoignent effectivement que les conditions d'exploitation respectent déjà en grande partie les prescriptions réglementaires générales applicables aux sites soumis à déclaration. Le montant de l'amende proposé tient compte de ces éléments.

#### **2-4) Fiches de constats**

## **N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2011, article L 511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement site
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Code de l'environnement :</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>article L.511-1 :</u> Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</li><li>• <u>article L.511-2 :</u> Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies <b>dans la nomenclature des installations classées</b> établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées pour l'environnement a procédé à un contrôle inopiné de la société Centre Auto de Préparation sur son site de Bruz afin de déterminer son classement au titre de la nomenclature des installations classées et plus particulièrement de la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur.  Cette dernière se compose de 2 sous-rubriques déterminant, selon les seuils respectifs, soit un classement à déclaration avec contrôle périodique, soit un classement à enregistrement : <ul style="list-style-type: none"><li>• la sous-rubrique 2930-1 se fonde sur la surface de l'atelier dédié aux activités de réparation et entretien des véhicules et engins à moteur.</li><li>• la sous-rubrique 2930-2 se fonde quant à elle sur la quantité maximale de produits (vernis, peintures, apprêts...) susceptible d'être utilisée quotidiennement.</li></ul> Lors du contrôle inopiné, les éléments relatifs aux plans des installations et de justification de la consommation de peintures, apprêts, vernis n'ont pu être présentés par les personnes rencontrées. Les constats et estimations visuels établis lors du contrôle par les inspecteurs faisaient état d'une superficie supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , donc au seuil de la déclaration avec contrôle. Cette évaluation a été confirmée par les plans transmis par courriel du 5 mai 2025 par l'exploitant. Rejoignant les propos tenus lors de la visite, ce dernier justifie toutefois d'un <b>calcul d'une surface de 1 897 m<sup>2</sup></b> pour les activités visées par la rubrique 2930-1, comprenant : <ul style="list-style-type: none"><li>• la zone d'expertise : 168 m<sup>2</sup>,</li><li>• la zone mécanique : 491 m<sup>2</sup>,</li></ul>

- la zone carrosserie : 320 m<sup>2</sup>,
- la zone esthétique : 528 m<sup>2</sup>,
- la zone lavage : 212 m<sup>2</sup>,
- les zones déchets : 94 m<sup>2</sup>,
- la zone des tours à jantes : 84 m<sup>2</sup>.

Ce calcul de surface :

- n'intègre pas, **à raison** : les bureaux, les vestiaires, la zone extérieure d'exposition des véhicules et engins, le magasin (stockage de pièces détachées neuves ou d'occasion), les voies d'accès et de circulation et les parkings, le laboratoire photo.
- n'intègre pas, **de manière indue**, les surfaces liées à l'activité de peinture (cabines de peinture et laboratoire de peinture) non classées actuellement sous la rubrique 2930-2, qui doivent à elles-seules provoquer un dépassement du seuil des 2 000 m<sup>2</sup> soumettant les installations à déclaration avec contrôle périodique. Qui plus est, le calcul présenté ne retient que les surfaces propres à l'activité et n'intègre pas les espaces entre les zones, les allées de circulation internes à l'atelier.

Une note (en annexe de ce présent rapport) définit la méthode de calcul de la surface de l'atelier au sens de la réglementation ICPE et de la rubrique 2930. Cette méthode s'interprète ainsi :

1. identifier la surface totale des ateliers (au sens bâtiment/compartiment) où sont réalisées les opérations de réparation et d'entretien des véhicules (toutes activités confondues),
2. y soustraire les surfaces des activités qui sont exclues : l'accueil, le hall d'exposition des véhicules et engins, les bureaux, le magasin (stockage de pièces détachées neuves ou d'occasion), les voies d'accès et de circulation et les parkings (il s'agit des voies d'accès et de circulation extérieures et non pas des allées de circulation au sein du bâtiment) ainsi que les surfaces liées à l'activité de peinture (cabines de peinture et laboratoire de peinture) si et seulement si l'activité est classée sous la rubrique 2930-2,
3. y ajouter d'éventuelles surfaces extérieures aux ateliers où seraient déployées les activités suivantes : les aires de lavage, les zones de préparation des véhicules et engins (dépoussiérage, nettoyage), les zones d'expertise qui consistent à évaluer et définir les opérations d'entretien ou de réparation à effectuer, les zones de stockage des déchets générés par l'installation.

En appliquant cette méthode de calcul aux installations sur la base des plans communiqués, la superficie des ateliers dépasse amplement le seuil des 2 000 m<sup>2</sup>. Le plan Archi Bruz du 30/01/2025 communiqué mentionne des surfaces respectives pour les ateliers A, B et C identifiés de 3 109,23 m<sup>2</sup>, 1 279,49 m<sup>2</sup> et 365,69 m<sup>2</sup> soit une surface totale de 4 754,41 m<sup>2</sup> proche du seuil de l'enregistrement. L'inspection, sur la base des côtes indiquées dans le plan transmis, aboutit à une surface de 4 461 m<sup>2</sup> à laquelle doivent être additionnées les surfaces extérieures de stockage des déchets (estimées à 60 m<sup>2</sup>) ainsi que les aires extérieures de lavage (eau sous pression).

Concernant la sous-rubrique 2930-2, l'exploitant a communiqué sa consommation de peintures, vernis... pour l'année 2024 et le premier trimestre 2025. La consommation moyenne pour 2024 est de 8,55 kg/j et de 9,47 kg/j pour ce début 2025. La consommation moyenne présentée est effectivement inférieure au seuil de classement de 10 kg/j. Il est toutefois précisé que le seuil de classement se fonde sur une quantité maximale et non moyenne. L'exploitant a, de plus, indiqué prévoir des investissements visant à diminuer les quantités utilisées. Au regard des éléments précédents relatifs à la sous-rubrique 2930-1, aux quantités utilisées proches du seuil, l'inspection invite l'exploitant à étudier l'intérêt d'une déclaration au titre de la sous-rubrique 2930-2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir la surface à prendre en compte au titre de la rubrique 2930-1 de la nomenclature des installations classées en appliquant la note détaillant la méthode de calcul jointe à ce rapport.

De même, l'exploitant dans le cadre de la présentation de son calcul de surface indiquera la stratégie retenue concernant la rubrique 2930-2 et la quantité maximale quotidienne de peinture, vernis, apprêts employés (il est rappelé que les surfaces des cabines, ateliers de peinture ne sont pas intégrées dans la surface calculée au titre de la rubrique 2930-1 si ces dernières sont soumises à la rubrique 2930-2).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Situation Administrative - site illégal**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/10/2023, article L171-7

**Thème(s) :** Illégaux, Déclaration

**Prescription contrôlée :**

**Code de l'environnement :**

- article L. 171-7 :

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.

- article R. 514-4 :

Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe :

1° Le fait d'exploiter une installation soumise à déclaration sans avoir fait la déclaration prévue à l'article L. 512-8.

- article L. 173-1 :

I.-Est puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende le fait, sans l'autorisation, l'enregistrement, l'agrément, l'homologation ou la certification mentionnés aux articles L. 214-3, L. 512-1, L. 512-7, L. 555-1, L. 571-2, L. 571-6 et L. 712-1 exigé pour un acte, une activité, une opération, une installation ou un ouvrage, de :

1° Commettre cet acte ou exercer cette activité ;

2° Conduire ou effectuer cette opération ;

3° Exploiter cette installation ou cet ouvrage ;

4° Mettre en place ou participer à la mise en place d'une telle installation ou d'un tel ouvrage.

- article R. 512-47 :

I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

II. - Les informations à fournir par le déclarant sont :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ;

2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;

3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;

4° Si l'installation figure sur les listes mentionnées au III de l'article L. 414-4, une évaluation des incidences Natura 2000 ;

5° Le cas échéant, la mention des demandes d'autorisation ou des déclarations déjà déposées pour l'installation au titre d'une autre législation, avec la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente, ou des demandes d'autorisation ou déclarations que le déclarant envisage de déposer pour cette même installation avec la mention de l'autorité compétente.

III. - Le déclarant produit :

- un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;

- un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus.

IV. - Le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que de gestion des déchets de l'exploitation sont précisés. La déclaration mentionne, en outre, les dispositions prévues en cas de sinistre.

V. - Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.

### **Constats :**

En lien avec le constat 1 précédent, la surface exacte au titre de la rubrique 2930-1 demeure à préciser afin de justifier pleinement le régime de classement du site. De même, cette surface dépend également des choix de l'exploitant concernant la sous-rubrique 2930-2. Il n'est ainsi pas possible à ce jour pour l'inspection d'établir la situation administrative définitive du site et donc les obligations réglementaires qui en découlent.

Il ne fait en revanche aucun doute que les installations présentent une surface supérieure à 2 000 m<sup>2</sup> et sont *a minima* soumises au régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2930-1 sans avoir fait l'objet de la déclaration préalable au préfet d'Ille-et-Vilaine conformément aux dispositions de l'article R. 512-47.

Il est ainsi proposé :

- de mettre en demeure l'exploitant de régulariser ses installations de Bruz en procédant à la déclaration conformément aux dispositions de l'article R. 512-47 du code de l'environnement rappelé ci-dessus.
- une amende administrative d'un montant de 1 500 € en application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement. Eu égard aux échanges avec l'exploitant, à la transparence de ce dernier dans la présentation de ses activités et de la transmission rapide des justificatifs demandés témoignant de l'application d'une mauvaise méthode de

calcul de la surface concernée par la rubrique 2930-1 dans la détermination de son positionnement au regard de la réglementation des ICPE et non pas d'une intention de se soustraire aux dispositions réglementaires applicables, le montant proposé pour l'amende administrative est fixé à un montant faible de 1 500 € au regard du montant maximal possible de 45 000 €. Ce montant pourra être discuté dans le cadre du contradictoire au regard des actions engagées par l'exploitant et aux délais associés de mise en conformité présentés par l'exploitant. Ce positionnement est renforcé par les constats effectués sur site témoignant d'une exploitation rigoureuse, propre des installations respectant déjà une grande part des dispositions réglementaires applicables fixées par l'arrêté ministériel du 04/06/04 et n'ayant pas révélé de dangers immédiats pour l'environnement ou les tiers.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir la surface à prendre en compte au titre de la rubrique 2930-1 de la nomenclature des installations classées en appliquant la méthode de calcul détaillée dans la note rappelée dans le constat ci-dessus.

Selon la surface calculée :

- à confirmation que les installations soient seulement soumises à déclaration, l'exploitant procède, dans un délai de 30 jours, à la déclaration des installations classées pour la protection de l'environnement de son site de Bruz afin de se conformer aux dispositions de l'article R.512-47 du code de l'environnement. Cette déclaration constitue un engagement à respecter l'intégralité des dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel précité.
- en cas de soumission éventuelle au régime de l'enregistrement, l'exploitant revient sous 30 jours vers l'inspection des installations classées pour détailler les mesures mises en oeuvre et s'engager sur les délais pour procéder à la demande d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-1 du code de l'environnement en constituant le dossier d'enregistrement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 3 : Contrôle périodique**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/11/2001, article R 512-56 / R. 512-57 / R 512-58

**Thème(s) :** Autre, Installation DC - réalisation du contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

**Code de l'environnement :**

- art R. 512-56 :

Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que

la date de mise en service de chacune d'elles.

- art R. 512-57 :

**I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum.** Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").

- art R. 512-58 :

Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1.

Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

#### **Constats :**

En lien avec le constat 1, les installations de Bruz sont soumises à classement au titre de la rubrique 2930-1 et très probablement à déclaration avec contrôle. Le contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du code de l'environnement n'a pas été réalisé par l'exploitant.


Une mise en demeure de l'exploitant de procéder à ce premier contrôle périodique dans un délai de 6 mois est proposée en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

## Annexe : Définition de la surface des ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur

 MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE	Référence	Thème	Interlocuteur	Circuit
	2020-02	Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur	BNEIPE	1. Bureau : BNEIPE 2. Relecture : LM 3. Validation SRT : PM

Rubrique(s) principale(s) concernée(s) : 2930

Rubrique(s) secondaire(s) susceptibles d'être concernée(s) :

Mots-clés : Surface de l'atelier, mode de calcul

**Question** (reformulée):

Comment définit-on la surface de l'atelier à prendre en compte pour le classement selon la rubrique 2930 ?

**Réponse :**

*2930 : Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.*

*1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur :*

*a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>*

*b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 5 000 m<sup>2</sup>*

*2. Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur :*

*a) Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 100 kg/j*

*b) Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j ou si la quantité annuelle de solvants contenus dans les produits susceptibles d'être utilisée est supérieure à 0,5 t, sans que la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée dépasse 100 kg/j*

La notion d'atelier au sens de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement désigne le lieu où l'activité est exercée, que celle-ci soit permanente, temporaire ou occasionnelle et que le lieu soit un espace couvert ou non.

La surface de l'atelier comprend la surface de l'atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur et la surface de l'atelier carrosserie et tôlerie.

La surface prend également en compte les différents niveaux (étages, mezzanines)

Les surfaces à exclure sont l'accueil, le hall d'exposition des véhicules et engins, les bureaux, le magasin (stockage de pièces détachées neuves ou d'occasion), les voies d'accès et de circulation et les parkings. Les surfaces liées à l'activité de peinture (cabines de peinture et laboratoire de peinture) sont également à exclure si l'activité est classée sous la rubrique 2930.2.

En plus des superficies affectées à l'entretien, la réparation, la carrosserie et la tôlerie, sont à inclure dans le calcul de la surface de l'atelier :

- les aires de lavage (rouleau ou lance à haute pression) ;
- les zones de préparation des véhicules et engins (dépoussiérage, nettoyage) ;
- les zones d'expertise qui consiste à évaluer et définir les opérations d'entretien ou de réparation à effectuer
- les zones de stockage des déchets générés par l'installation

(Note : le précédente FAQ IR\_120914\_13v2 est annulée)